

# C'EST VRAIMENT TROP INZUSTE !



## Les temps sont durs

DANS UN CONTEXTE OÙ L'ÉTAT et le Capital sont à l'offensive pour intensifier leur contrôle et l'exploitation, la révolte sociale ne peut que s'étendre et s'amplifier tant dans des mouvements massifs qu'au quotidien. Alors qu'elle s'exprimait à nouveau (après le mouvement lycéen, novembre 2005, la lutte dite anti-CPE) au cours de la période électorale, nous nous sommes retrouvés à plusieurs individus avec la volonté d'agir en solidarité avec les nombreux camarades, compa-

gnons et amis (même si nous les connaissons pas) inculpés à la suite d'actions individuelles ou collectives.

## Le maton te guette

A CHAQUE MOUVEMENT SOCIAL, au moment où l'État décide de distribuer des mois de prison, on peut entendre « c'est incroyable, on n'a jamais vu un tel niveau de répression ! ». De même, trop souvent les proches d'un inculpé, lorsqu'ils s'organisent, soulignent la particularité de son cas, de sa personnalité, de son statut social, du contexte. Presque systématiquement, ils véhiculent l'idée que la répression qui les touche aurait un caractère « anormal », participerait d'un dysfonctionnement de la démocratie...

POUR EN FINIR avec cette hypocrisie, nous avons décidé de former un collectif de solidarité avec les inculpés de la guerre sociale en cours. Pour notre part, nous soulignerons plutôt l'évidence : le sort ignoble que l'on veut nous faire subir reproduit la normalité de ce monde, il est le lot commun de tous les révoltés.

PARCE QUE NOUS SAVONS que la Police et la Justice ne sont que des machines de guerre visant à écraser toute velléité de révolte, nous n'invoquerons pas en pleurnichant une position de victime. La tâche que nous nous fixons est d'apporter une aide concrète et matérielle aux camarades, compagnons et amis (même si nous le connaissons pas) principalement sous la forme de mandats mensuels pour les prisonniers, en apportant une aide technique pour la défense et en participant à la création d'un rapport de force à l'intérieur comme à l'extérieur du tribunal.

PARCE QUE NOUS SAVONS que la répression ne se limite pas au moment où la matraque s'abat sur le crâne du récalci-

trant, mais est constitutive de chaque moment du quotidien sous la domination du Capital, qu'elle se constitue de milliers de dispositifs psychologiques et matériels omniprésents obligeant la masse des prolétaires à accepter une vie de merde sous la contrainte... nous créons une caisse de solidarité sur la région parisienne, non pas pour réagir uniquement à une répression du dit « mouvement social », mais pour nous inscrire dans la continuité de révoltes qui peuvent être individuelles ou collectives et prendre diverses formes.

DANS DIFFÉRENTES VILLES, des caisses de soutien sont en voie d'être créées. Si nous ne souhaitons pas nous organiser au niveau national à cause de la lourdeur bureaucratique que cela impliquerait, il est clair en revanche que nous fonctionnerons avec elles suivant des principes d'entraide et de réciprocité.

NOUS METTONS ÉGALEMENT en place une liste d'avocats acceptant d'être peu payés (se contentant de l'aide juridictionnelle) car en tant que techniciens du droit et connaisseurs des rouages du code pénal, il est souvent utile de faire appel à eux. Néanmoins, il doit être clair que ce sont les inculpés eux-mêmes qui décident de leur ligne de défense. Ils doivent disposer des éléments nécessaires (accès à leur dossier par exemple) pour définir la manière dont ils souhaitent le faire... sans en enfoncer d'autres, bien entendu. Les notions de culpabilité ou d'innocence ne font pas partie de notre vocabulaire.

NOUS AURIONS PU nous appeler « Collectif de Solidarité avec les Inculpés de la Guerre Sociale En Cours », ce qui aurait donné C.S.I.G.S.E.C., ce qui est non seulement moche mais de plus imprononçable. Nous avons préféré faire appel à un célèbre bandit casqué, tout de noir vêtu, c'est son nom qui nous représentera... j'ai nommé Kalimero.

Contact mail :

[kalimeroparis@gmail.com](mailto:kalimeroparis@gmail.com)